

**Philippe RENAUT**

*Expert Comptable inscrit au Tableau de l'Ordre de la Région  
de Toulouse Midi-Pyrénées  
Commissaire aux Comptes*

---

**LIGUE OCCITANIE  
PYRENEES-MEDITERRANEE  
DE NATATION**

**Siège social : Bat B-Bal 37  
72 rue Riquet  
31000 TOULOUSE**

**RAPPORT  
DU  
COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE 2022/2023**

6, place Joseph Nougéin - 31140 AUCAMVILLE - Tél. 05 61 70 90 81 - Fax : 05 61 70 22 10  
e.mail : renaud.ph@wanadoo.fr

# LIGUE OCCITANIE PYRENEES-MEDITERRANEE DE NATATION

Association (Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901)

Bat B-Bal 37

72 rue Riquet

31000 TOULOUSE

Mesdames, Messieurs,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association LIGUE OCCITANIE PYRENEES-MEDITERRANEE DE NATATION relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2022 à la date d'émission de mon rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre association reçoit diverses subventions. J'ai procédé à l'examen des conventions relatives à ces subventions et de leur bonne application ; je me suis assuré de leur correcte comptabilisation ; j'ai vérifié que les conditions suspensives étaient levées et que le principe de l'indépendance des exercices était respecté.

#### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres**

J'ai procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Comité Directeur.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.

#### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

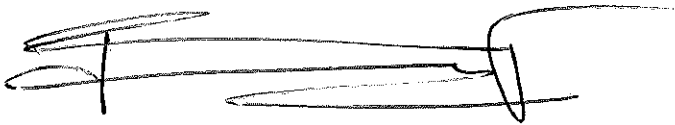
Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que les circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Aucamville, le 4 janvier 2024

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Philippe RENAUT', with a stylized, elongated horizontal stroke.

Philippe RENAUT

Commissaire aux comptes

**Au présent rapport est annexé :**

**Pages 1 à 2      Bilan Actif – Bilan Passif**

**Page 3          Compte de résultat**

**Pages 4 à 10    Annexes**

## BILAN

Actif				
Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	567	567	(0)	(0)
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	56 600		56 600	56 600
Constructions	255 208	150 769	104 439	108 789
Installations techniques, mat. et outillage indus.	122 252	107 271	14 981	35 011
Autres immobilisations corporelles	144 101	128 618	15 483	21 550
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>Total I</b>	<b>578 728</b>	<b>387 225</b>	<b>191 503</b>	<b>221 950</b>
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours	5 292		5 292	
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances cts., adhr., usagers et cpt. Rattachés	259 042		259 042	129 227
Autres créances	228 060		228 060	245 721
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	426 909		426 909	599 845
Charges constatées d'avance	19 440		19 440	2 225
<b>Total II</b>	<b>938 743</b>		<b>938 743</b>	<b>977 018</b>
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (ACTIF)</b>	<b>1 517 471</b>	<b>387 225</b>	<b>1 130 246</b>	<b>1 198 967</b>
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
Engagements reçus				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

PR

Passif		
Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	9 147	9 147
<b>Fonds propres avec droit de reprise statutaires</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
<b>Autre</b>		
Report à nouveau	719 799	857 259
Excédent ou déficit de l'exercice	(10 243)	(137 460)
Situation nette (sous total)	718 703	728 946
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	25 165	34 692
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>743 868</b>	<b>763 638</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés	61 538	76 917
<b>Total II</b>	<b>61 538</b>	<b>76 917</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Total III</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	126 964	140 407
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	158 548	163 437
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	324	407
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	39 605	54 161
<b>Total IV</b>	<b>324 841</b>	<b>358 412</b>
<b>Ecart de conversion (passif) (V)</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 110 246</b>	<b>1 198 967</b>

PR

## COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	N	N-1
Cotisation		
Vente de biens		
Ventes de prestations de service	882 647	589 516
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs	244 458	208 729
Ressources liées à la générosité du public	25 101	
Contributions financières		
Reprise sur provisions, amortissements et transfert de charge	8 254	
Utilisation des fonds dédiés	76 917	136 690
Autres produits	300 018	288 102
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>1 537 395</b>	<b>1 223 027</b>
Achats de marchandises (et droits de douanes)		
Variations de stock de marchandises	(5 292)	2 500
Autres achats et charges externes	1 032 160	982 147
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	5 258	6 351
Salaires et traitements	307 199	194 257
Charges sociales	94 112	68 610
Dotations aux amortissements et provisions	41 979	47 644
Report en fonds dédiés	61 538	76 917
Autres charges	20 717	82
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>1 557 671</b>	<b>1 378 508</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(20 276)</b>	<b>(155 481)</b>
Produits financiers	631	763
Produits exceptionnels	9 528	17 258
Charges financières		
Charges exceptionnelles	126	
Impôt sur les bénéfices		
<b>REVENUE NETTE</b>	<b>(10 243)</b>	<b>(147 460)</b>



Désignation de l'association : LIGUE OCCITANIE PYRENEES- MEDITERRANEE DE NATATION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2023, dont le total est de 1 130 246 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 10 243 euros.  
L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2022 au 31/08/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 01/12/2023 par les dirigeants de l'association.

#### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

L'association administre les disciplines de Natation Course, Plongeon, Water- Polo, Natation Artistique, Natation en Eau Libre ainsi que les pratiques liées aux activités des Maîtres, de la Natation Santé, estivales, récréatives, d'éveil, de découvertes et de loisirs aquatiques.

Elle seconde la Fédération Française de Natation dans la réalisation de son programme. Elle assure, en agissant pour le compte de la Fédération Française de Natation, le contrôle direct et assume la responsabilité des Comités Départementaux ou Interdépartementaux, constitués sous forme d'associations déclarées, dans son ressort territorial. Sa mission consiste notamment à promouvoir et propager les valeurs de la natation.

Sur le territoire de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée, dans le ressort territorial de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, l'association réalise les activités suivantes :

- assurer la liaison entre les divers Comités Départementaux ou Interdépartementaux et les diverses associations de la région affiliées à la Fédération ;
- organiser la formation des officiels et des cadres administratifs sportifs et techniques par tous moyens appropriés tel que, par exemple, conférences, cours, stages et centres de perfectionnement ;
- organiser des séances d'entraînement collectif et des stages sportifs ;
- établir son calendrier en fonction de celui de la Fédération ;
- organiser des compétitions sportives et des championnats régionaux ;
- former les jurys de toutes les réunions de son ressort ;
- procéder à l'homologation des records régionaux et tenir à jour les différents classements régionaux et fédéraux ;
- aviser la Fédération des changements de correspondants des associations de la région, ainsi que des modifications apportées aux bassins postérieurement à leur homologation par celle-ci ;
- communiquer à la Fédération les résultats sportifs des réunions qu'elle organise ;
- assurer, lorsqu'elle lui est reconnue en propre, sa compétence disciplinaire, ou sa compétence en matière de réclamations ;
- donner son avis pour la création de meetings selon la procédure de labellisation ;
- organiser des manifestations de développement et de promotion des disciplines énoncées ci-dessus ;
- et d'une manière générale décider ou donner son avis dans tous les cas prévus par les règlements administratifs ou sportifs de la Fédération.

Pour la réalisation de sa mission sociale, les ressources de la Ligue Régionale sont :

- 1° La part régionale sur les licences qui est fixée par l'Assemblée Générale.
- 2° Les subventions accordées par les pouvoirs publics, le Centre National pour le Développement du Sport, le Comité Directeur de la F.F.N., le cas échéant, et par toutes autres personnes physiques ou morales ou organismes.
- 3° Les droits d'engagement dans les championnats et rencontres officielles régionales.
- 4° La recette des Championnats régionaux ou la part de recettes leur revenant à l'occasion des Championnats régionaux et réunions officielles régionales, interrégionales ou nationales se déroulant sur son territoire.
- 5° Les pénalités qu'elle peut infliger dans certains cas déterminés par ses règlements propres.
- 6° Les recettes des manifestations de promotion, ou de toute autre action, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale Régionale.
- 7° La part lui revenant sur les droits de formation.

*PR*

---

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

---

**1. Principes généraux**

L'exercice clos le 31/08/2023 a une durée de 12 mois.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, ainsi que du règlement 2018-06 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, selon les principes suivants :

- Continuité de l'exploitation.
- Indépendance des exercices.
- Règles de prudence et sincérité des comptes.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

**Permanence des méthodes**

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

**1. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :****a) Immobilisations**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Constructions	10 à 50 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 à 20 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériels et outillage industriels	5 à 10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier	10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur

**b) Stocks**

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués ont été évalués à leur coût de production. Les charges fixes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous-activité et de stockage.

Les stocks (et en cours) ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

**c) Créances et dettes**

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**d) Produits et charges exceptionnels**

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations				
Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	567			567
Terrains	56 600			56 600
Constructions sur sol propre	203 017			203 017
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	42 902	9 289		52 191
Installations techniques et outillage industriel	122 252			122 252
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	97 141			97 141
Matériel de bureau, informatique et mobilier	44 716	2 244		46 960
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	566 628	11 533		578 161
Participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
Total des immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>567 195</b>	<b>11 533</b>		<b>578 728</b>

## Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	567			567
Terrains				
Constructions sur sol propre	118 578	10 151		128 729
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	18 552	3 488		22 040
Installations techniques, matériel et outillage industriels	87 241	20 030		107 271
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	78 075	6 989		85 064
Mat de bureau et informatique, mobilier	42 233	1 321		43 554
Emballages récupérables et divers				
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	344 679	41 979		386 658
<b>TOTAL</b>	<b>465 226</b>	<b>41 979</b>		<b>507 205</b>

## ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

## Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
<b>Total de l'actif immobilisé</b>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	259 042	259 042	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	243	243	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 100	1 100	
Etat – impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat – Divers			
Groupes et associés			
Débiteurs divers	226 717	226 717	
<b>Total de l'actif circulant</b>	<b>487 102</b>	<b>487 102</b>	
Charges constatées d'avance	19 440	19 440	
<b>TOTAL</b>	<b>506 542</b>	<b>506 542</b>	

## Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	126 964	126 964		
Personnel et comptes rattachés	36 720	36 720		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	118 950	81 116	37 834	
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 878	2 878		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	324	324		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	39 005	39 005		
<b>TOTAL</b>	<b>372 043</b>	<b>287 007</b>	<b>37 834</b>	

PR

## CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 239
Dettes fiscales et sociales	26 557
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>53 795</b>

## PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	
- Autres créances	4 795
dont avoirs à recevoir	3 694
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>4 795</b>

PB

## NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

## Rémunération des commissaires aux comptes

## Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 5 300 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Honoraire de certification des comptes de l'exercice précédent : 4 632 euros

## TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Report	Utilisations			A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)							
- POLE France FONT ROMEU	58 030		58 030		47 107	47 107	
- J'APPRENDS A NAGER ET PLAN D'AISANCE AQUATIQUE	18 887		18 887		14 431	14 431	
<b>Sous total</b>	<b>76 917</b>		<b>76 917</b>		<b>61 538</b>	<b>61 538</b>	
Contributions financières d'autres organismes (1)							
<b>Sous total</b>							
Ressources liées à la générosité du public (1)							
<b>Sous total</b>							

Les subventions sont comptabilisées dès leur notification d'attribution.

La Ligue pratique la méthode des fonds dédiés depuis de nombreuses années.

Cette méthode comptable, devenue désormais obligatoire, conduit à comptabiliser sur l'exercice une charge (compte 689400) correspondant aux charges restant à engager à la clôture de l'exercice sur les subventions obtenues et les ressources affectées.

Par cette méthode, on ne prend en compte, dans le résultat de l'exercice, que la partie de la subvention ou les ressources affectées qui ont été consommées par des dépenses de l'exercice. L'excédent fera l'objet de charges sur les exercices futurs.

Ainsi, il reste à engager sur les prochains exercices 47 107€ de charges sur les ressources affectées pour le POLE FRANCE FONT ROMEU.

Il reste à engager sur les prochains exercices 14 431€ de charges sur les subventions obtenues pour le programme J'Apprends à Nager et Plan Aisance Aquatique.

*PH*

## EMPLOIS ET EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Emplois des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et services	366 000
Prestations en nature	
Personnel bénévole	458 430
<b>TOTAL</b>	

Ressources des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Bénévolat	458 430
Prestations en nature	366 000
Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	

**Bénévolat :**

Une estimation des heures de bénévolat a été effectuée, tenant compte de l'organisation des différentes compétitions, des réunions du comité directeur et du bureau, des réunions de commissions et du temps passé à l'administration de la Ligue. Cette estimation fait ressortir un nombre d'heures de bénévolat des jurys de 23 162 heures qui ont été valorisées à un taux horaire moyen, charges sociales comprises de 15€.

Cette estimation fait ressortir un nombre d'heures de bénévolat du comité directeur de 400 heures qui ont été valorisées à un taux horaire moyen, charges sociales comprises de 15€.

Cette estimation fait ressortir un nombre d'heures de bénévolat des membres des commissions et de l'administration de la ligue de 4 200 heures qui ont été valorisées à un taux horaire moyen, charges sociales comprises de 25€.

**Prestations en nature :**

Ces prestations correspondent à la mise à disposition des piscines lors des différentes compétitions qui ont été organisées. Cette estimation fait ressortir un nombre de jours d'utilisation de 65 jours qui ont été valorisés à un coût journalier de 3 000€ à 10 000€ selon les équipements soit une valorisation de 366 000€ pour la mise à disposition gratuite des piscines.

*PR*